

En attendant la reprise...

Perspectives 2010-2011 pour l'économie française

Le bilan de l'économie française en 2009 est en trompe-l'œil. L'année écoulée a été marquée par le retour précoce, dès le deuxième trimestre, de la croissance économique. Celle-ci s'est même accélérée en fin d'année, résultat flatteur qui, couplé à l'apparition de signaux positifs, qu'ils soient externes (reprise du commerce mondial) ou internes (reprise de l'emploi dans l'intérim, amélioration de la confiance des ménages et du moral des industriels, baisse du coût de financement de l'économie), pouvait laisser augurer une sortie crise imminente et sans heurt de l'économie française. Cette perspective n'a malheureusement pas été confirmée par les indicateurs publiés en ce début d'année 2010 : les dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés, qui avaient résisté jusqu'alors, chutent sévèrement en janvier et en février 2010, la confiance des ménages se dégrade à nouveau et l'inflation se redresse freinant les salaires en termes réels. Plus largement, les conditions d'une reprise durable – à savoir un redémarrage du crédit, suivi d'une reprise de l'investissement des agents privés et enfin d'une consommation des ménages soutenue par une hausse des revenus salariaux – ne semblent pas réunies. L'arrêt du stimulus budgétaire en 2010 et la mise en place d'une politique restrictive en 2011 pour satisfaire les règles budgétaires européennes finiront de retarder un peu plus la date de sortie de crise, moment à partir duquel l'économie française recommencera à créer des emplois en nombre suffisant pour permettre au chômage de refluer à nouveau.

La plus grande crise de demande depuis 1929

Les bons chiffres de croissance observés dès le deuxième trimestre n'ont pas évité à l'économie française d'enregistrer en 2009 sa plus profonde récession depuis la Grande Dépression des années 1930. Les effets de la crise financière sur l'économie réelle se sont brutalement matérialisés au quatrième trimestre 2008 avec un effondrement spectaculaire (6,7 %) de la production industrielle et du PIB (-1,5 %). Sur sa lancée de la fin 2008, l'économie française a continué de se contracter fortement au cours du premier trimestre 2009. Toutefois, face à ce choc de demande mondiale de grande ampleur, la mise en place d'une action rapide et concertée des politiques économiques a permis d'éviter que se reproduise l'épisode de 1929. L'assouplissement monétaire sans précédent et l'important soutien budgétaire ont contribué à limiter l'effondrement de la dépense privée et ont permis à l'économie française de s'écarter de la dynamique observée 80 ans plus tôt et sur laquelle elle s'engageait, lui évitant alors de plonger dans une nouvelle Grande Dépression. Mais ce sauvetage a un coût. La forte augmentation de la dette et du déficit des administrations publiques (APU) en est la traduction sur les finances publiques. En venant s'ajouter à la mécanique de la crise, la politique budgétaire expansionniste mise en place par l'État au cours des deux dernières années a substitué de la demande publique à de la demande privée défaillante et a engendré un accroissement de la dette et du déficit publics qui s'établissent à un niveau record (respectivement 77,4 % et 7,5 % du PIB en 2009). [...]

Consigne :

Lisez attentivement le texte, un stylo rouge ou vert en main et surlignez tous les mots, phrases ou passages que vous ne comprenez pas ou mal.